

## Harry Truman, un président américain méconnu

par Pierre BARRAL

Le 12 avril 1945, le monde en guerre apprend subitement la mort de Franklin Roosevelt. Tour à tour, il avait remporté quatre élections présidentielles américaines et, dans la tourmente d'un conflit planétaire, il s'était imposé comme un leader des affaires mondiales. Une hémorragie cérébrale l'a enlevé en quelques heures dans la station thermale de Warm Springs où il se reposait. Le vice-président est appelé d'urgence à la Maison Blanche, pour s'entendre dire par Madame Roosevelt : "*Harry, the President is dead !*". Comme le prévoit la Constitution des Etats-Unis, il prend immédiatement sa succession. Il n'est guère connu du public et dans les premiers temps, les journalistes étrangers déforment le nom de Harry Truman.

### L'entrée en fonctions

Sa désignation à la Convention démocrate de Chicago, l'été précédent, n'a été qu'un second choix. Franklin Roosevelt, décidé à écarter le titulaire précédent, a songé d'abord à James Byrnes, qui coordonnait avec autorité la guerre économique. Mais les dirigeants syndicaux et certains sénateurs de poids jugeaient celui-ci trop proche des grandes affaires. Ils ont lancé le nom de Truman, sénateur du Missouri au caractère indépendant, qui avait rédigé un rapport critique sur certains comportements des compagnies industrielles. L'intéressé aurait préféré rester au Sénat, où il pensait agir plus efficacement. Le président l'avait bousculé, lui faisant dire que son refus allait "briser le parti démocrate en pleine guerre". Truman s'était soumis, mais de fait, il avait été tenu à l'écart, comme c'est souvent le sort des vice-présidents. Et Roosevelt ne l'avait nullement informé de ce que les trois Grands Alliés convenaient à Yalta.

Pour autant, ce sexagénaire n'est pas un figurant falot, mais un habile politicien du Middle West. Né en 1884, fils de "farmer", il a fait quelques études secondaires et il a lu beaucoup d'ouvrages d'histoire et de droit. Engagé jeune dans la garde nationale de son Etat, il commandait en 1918 sur le front français une batterie de canons de 75, servie par des Irlandais turbulents. Le 11 novembre, en tranchée devant Metz, il a entendu les camarades français voisins saluer l'armistice en criant : "Vive le Président des Etats-Unis ! Vive le capitaine américain !" ; nul ne soupçonnait que le second devait succéder au premier vingt-cinq ans plus tard. Rentré au pays, il a tenu quelque temps à Kansas City un magasin de vêtements masculins, ce qui permettra plus tard à ses adversaires de le qualifier dédaigneusement de "marchand de bretelles".

Il est entré en politique à la base, son étiquette d'ancien combattant facilitant son élection comme juge de paix (dans le système américain, cette fonction est attribuée par le choix des citoyens). Apprécié comme travailleur et intègre, il a su aussi s'assurer l'appui d'un sulfureux leader local. Un temps collecteur d'impôts, il est entré en 1934 au Sénat fédéral et, contre un concurrent agressif, il y a été réélu six ans après. Son langage est plus cru et plus brutal que celui du patricien Roosevelt. Bon mari et bon père, ce baptiste fervent, familier de la Bible, cite volontiers le

Sermon sur la Montagne et note pour lui-même : “*Je prie Dieu constamment pour qu’il me guide*”. Mais il est étranger à tout sectarisme et respectueux de la neutralité constitutionnelle entre les confessions : “*la religion, écrira-t-il dans son autobiographie, est quelque chose dont on doit vivre, et non pas parler*”. Dans le même esprit, il ne cache pas son appartenance à la franc-maçonnerie, sous sa variété américaine spiritualiste.

Après avoir prêté serment, selon la règle constitutionnelle, le nouveau président a confié aux journalistes : “*Si jamais vous priez, priez pour moi maintenant*”. Et l’écriteau qu’il place sur son bureau, *The buck stops here* (“la responsabilité commence ici”) sera souvent cité, jusque récemment par Tony Blair. Car écrasante est la tâche qui échoit à ce responsable improvisé. Certes, Hitler acculé se donne la mort dans son bunker de Berlin et la Wehrmacht capitule les 7 et 8 mai. Mais “l’étrange alliance”, que l’impérialisme nazi avait rassemblée contre lui, manifeste aussitôt son ambiguïté et sa fragilité. Staline a marqué à Yalta beaucoup d’atouts et l’Armée Rouge installe sur l’Europe de l’Est l’hégémonie politique de l’U.R.S.S.. Franklin Roosevelt s’inquiétait déjà de l’installation en Pologne d’un régime client. A ce sujet, son successeur interpelle rudement Molotov, l’allié de passage à Washington. Le visiteur proteste : “personne ne m’a jamais parlé ainsi”. La riposte fuse : “Faites honneur à vos engagements et on ne vous parlera plus ainsi”.

Cet épisode a conduit des critiques de l’école dite “révisionniste” à rendre Truman largement responsable de la brouille qui va s’amplifier, en relevant de surcroît qu’en juin 1941 le sénateur du Missouri avait souhaité publiquement que la guerre entre l’Allemagne nazie et la Russie communiste aboutisse à une destruction réciproque. Cette présentation est tout à fait excessive. Le nouveau président tâtonne d’abord et, avec son tempérament propre, il a le souci de la continuité. Avant l’entretien avec Molotov, il a consulté longuement les conseillers de son prédécesseur, qui ont unanimement recommandé la fermeté. Il envoie ensuite à Moscou l’éminence grise de celui-ci, Harry Hopkins, qui obtient quelques concessions mineures, puis à Potsdam en juillet, il recherche lui-même les compromis avec “l’Oncle Joe”. Et dans la ligne universaliste de Franklin Roosevelt, il déploie beaucoup d’efforts pour faire aboutir la Conférence de San Francisco, qui fonde l’Organisation des Nations Unies.

Sur l’autre front, celui du Pacifique, les Américains ont pris un avantage décisif au printemps de 1945, mais la résistance acharnée des Japonais annonce que la conquête de l’archipel sera longue et sanglante. Quand Truman entre en fonctions, le secrétaire à la Guerre lui communique un secret d’Etat, qu’on lui avait totalement tu jusqu’alors : la mise au point avancée d’un armement terrifiant, à partir de la fission de l’atome d’uranium ou de plutonium. Après le succès d’une explosion expérimentale, il ordonne l’emploi de cette bombe A, sur Hiroshima le 6 août puis sur Nagasaki le 9 août.

Cette décision capitale cause dans la population civile des pertes humaines considérables, accrues par l’effet retardé de l’irradiation, qu’on n’avait pas mesuré. Elle suscitera plus tard des controverses passionnées. Un auteur “révisionniste”, Gar Alperovitz, soutiendra que l’emploi de cette arme exceptionnelle visait par priorité à intimider le partenaire soviétique, rival pour l’hégémonie mondiale. Si cette interprétation peut invoquer quelques arrière-pensées, elle pêche en minimisant la motivation évidemment essentielle, la plus urgente : briser la résistance acharnée de l’appareil de guerre nippon. Les Etats-Unis proposeront d’ailleurs bientôt un plan d’internatio-

nalisation de l'énergie atomique, qui sera rejeté par l'Union Soviétique. D'autre part, des courants ultrapacifistes assimileront le président des Etats-Unis à un pur criminel de guerre, en détachant cette tragédie de son contexte, la guerre impérialiste inaugurée par l'assaut surprise sur Pearl Harbor. L'historien que je suis relève l'anachronisme de cette vision accusatrice et ne peut aucunement la partager.

En effet, Truman n'a pas agi alors par une pulsion arbitraire, mais après un débat approfondi au sein de l'équipe de direction qu'il a héritée de son prédécesseur. Sans aucun doute la conquête terrestre de l'archipel aurait duré des mois et causé un bain de sang bien supérieur. Celle de l'île d'Okinawa avait coûté la vie à 110 000 Japonais (dont nombre de kamikazes) et à 12 000 Américains (dont leur général) : ce précédent se serait répété à une échelle surmultipliée. Même après les bombes A, certains généraux nippons voulaient encore continuer le combat. Seule l'intervention personnelle de l'Empereur Hirohito, sorti de sa réserve constitutionnelle, a imposé l'acceptation de l'ultimatum des Alliés. Et, par souci de sécurité, l'acte de capitulation est signé sur un navire de guerre ; le président se plaît à choisir le cuirassé qui porte le nom de son Etat d'origine, le *Missouri*.

## Les épreuves du pouvoir

Désormais, il faut faire face aux problèmes de la paix. Le 33<sup>e</sup> président prend sa mission à cœur, orienté par un sens religieux du devoir et poussé aussi par un caractère assuré. Afin d'affirmer sa voie propre, il renouvelle rapidement son gouvernement. Sans éclat, au cours de l'année, tous les ministres en fonction à la mort de Franklin Roosevelt sont remplacés. Truman choisit des hommes de sensibilité démocrate, qui ont déjà fait leurs preuves mais qui lui doivent cette promotion.

A la fin de la Première Guerre mondiale, le retour à une économie de paix s'était révélé laborieux. Cette fois, après la gigantesque mobilisation de la guerre, la reconversion de l'appareil productif s'effectue plus harmonieusement, ainsi que la démobilisation massive des forces armées. Le coût en est toutefois une poussée d'inflation monétaire. Le président ne s'en tient pas là. Il veut relancer des programmes sociaux et, sur le modèle du *New Deal* rooseveltien, il appelle, dans un message de septembre 1945, à un *Fair Deal* ["un régime de rapports sociaux équitables"], "que tout secteur de la population et tout individu ont le droit d'attendre de ce gouvernement". Il y englobe un élargissement des "droits civiques", c'est-à-dire un recul de la discrimination raciale pratiquée envers les Noirs. Il fera aboutir leur pleine intégration au sein des forces armées, par un *Executive Order* pris en juillet 1948 au titre de son autorité de commandant en chef.

Cependant l'action législative relève de la compétence du Congrès et l'échéance électorale d'octobre 1946 est âprement disputée. L'opposition républicaine, bridée depuis quatorze ans par le prestige de Franklin Roosevelt, tient à prendre sa revanche et, comme en Grande Bretagne, le thème du changement séduit l'opinion. Les républicains obtiennent la majorité dans les deux Chambres et ils s'attachent à dégager la libre entreprise des contraintes introduites pendant la guerre. L'affrontement se cristallise sur la loi Taft-Hartley de 1947, qui ligote les syndicats ouvriers et qui impose dans les conflits sociaux des délais de négociation. Le président a bien, l'année précédente, fustigé des cheminots en grève pour leur "arrogance obscène", jusqu'à menacer même de les mobiliser. Maintenant, soucieux

de garder sa base ouvrière, il oppose son veto. Mais celui-ci est annulé par la majorité conservatrice, qui, grossie de démocrates sudistes, rassemble dans les Chambres les deux tiers nécessaires.

Sur le plan international, Truman a pu déclarer le 9 août 1945 : “Nous sortons de cette guerre la nation la plus puissante du monde, la plus puissante peut-être de toute l’Histoire”, au point de vue économique comme au point de vue militaire, et son internationalisme musclé s’appuie sur la maîtrise alors exclusive de l’arme atomique.. S’il revient au président, “commandant en chef”, de diriger l’appareil militaire, une loi de 1947 refond les organes qui l’assistent à cet égard. Le ministère de la Défense, désormais unifié, assume la charge politique de diriger les trois armes, *Army*, *Navy* et *Air Force* ; le comité des chefs d’état-major coordonne les plans d’opération ; la *Central Intelligence Agency (C.I.A.)* collecte les renseignements extérieurs ; le Conseil national de Sécurité définit la stratégie générale. Mais le Sénat conserve sa fonction constitutionnelle de contrôle : pour le choix des hauts responsables comme pour la ratification des traités.

Le problème central est la relation avec l’Union Soviétique, qui à Washington est perçue de plus en plus comme un régime totalitaire et comme une superpuissance expansionniste. L’année 1946 est encore marquée de flottements. En février, le président assiste, sans la désavouer, à une diatribe fameuse de Winston Churchill sur le “Rideau de Fer”. Pour secrétaire d’Etat, il a choisi son ex-rival à la vice-présidence, James Byrnes, qui avait participé à la conférence de Yalta. C’est un conservateur sudiste, mais son tempérament conciliateur le pousse à rechercher des compromis. Il admet que le Kremlin se préoccupe d’assurer sa sécurité et, s’il réclame des élections libres en Europe de l’Est, il s’accommode assez aisément des assurances lénifiantes qu’on lui donne. Le secrétaire à la Défense Forrestal, et d’autres conseillers recommandent davantage d’intransigeance et proclament qu’il faut “se montrer dur” (*to get tough*). Seul le secrétaire au Commerce Henry Wallace continue de privilégier la fraternité d’armes vécue pendant la guerre. En septembre, il doit donner sa démission et Byrnes lui-même est remplacé en janvier 1947 par le général Marshall, un soldat de grande classe aux aptitudes politiques, assisté de Dean Acheson, un avocat d’affaires engagé avec conviction dans le service public..

Au fil de l’année 1947, la fissure entre les anciens alliés devient une “guerre froide”, selon la formule heureuse du journaliste Walter Lippmann. Face aux empiètements soviétiques, le président écarte aussi bien la capitulation que la reconquête. Bien conseillé, il vise le *containment*, c’est-à-dire l’ “endiguement”, par une option intermédiaire qui se révélera lucide et féconde dans le long terme. En mars, il annonce une aide financière aux gouvernements de la Grèce, que menace une insurrection communiste, et de la Turquie, dont Moscou voudrait contrôler les Détroits. Pour faciliter le vote au Congrès des crédits nécessaires, il dramatise la situation de “peuples libres qui résistent à des tentatives d’asservissement”. On va parler de la “Doctrine Truman”. Son auteur, conscient de l’enjeu, confiera plus tard à un diplomate français : “ La décision la plus difficile que j’ai eu à prendre au cours de ma présidence, ce n’est pas celle de lâcher la bombe atomique, mais celle d’intervenir en Grèce en 1947, au risque de déclencher une nouvelle guerre mondiale”. La première décision avait terminé la Guerre Mondiale, la seconde a ouvert la Guerre Froide. Et en avril, une conférence des ministres à Moscou se révèle totalement infructueuse.

La deuxième étape est le discours historique de George Marshall à Harvard en juin, où le secrétaire d'Etat offre à l'Europe dévastée par la guerre une assistance supplémentaire pour sa reconstruction. Le Congrès se laisse convaincre, sous réserve d'un strict contrôle financier et de la coordination entre les Etats bénéficiaires. L'Union Soviétique refuse la participation qu'on lui a proposée pour la forme, et mobilise tous les partis communistes contre "la marshallisation", dénoncée comme un "plan américain d'asservissement de l'Europe". Ce "Plan Marshall" est plutôt loué aujourd'hui comme le précieux complément économique du sursaut défensif ; il aurait pu s'appeler aussi "Plan Truman".

Cette âpre compétition inspire au président des avances au Vatican sur le thème de la défense de la civilisation chrétienne, mais le Saint Siège tient à garder son indépendance. Un peu plus tard, le projet d'y nommer officiellement un ambassadeur soulèvera un tollé des Eglises protestantes et ne pourra aboutir. La rivalité avec l'Union Soviétique joue également, à côté de calculs de politique intérieure, dans la décision de reconnaître l'Etat d'Israël, prise à la veille de son indépendance contre les réticences du Département d'Etat, qui est plus sensible aux protestations arabes. Et le programme dit du "Point IV" esquisse une aide financière au développement des nouvelles nations du Tiers Monde.

L'attention se concentre bientôt sur le théâtre allemand. Les Etats-Unis ont obtenu l'accord de la Grande Bretagne et de la France pour constituer une "trizone" intégrée au plan Marshall. Pour affermir son économie, ils y introduisent de concert en juin 1948 une réforme monétaire radicale. Les Soviétiques ripostent en bloquant les communications terrestres des secteurs occidentaux de Berlin sous prétexte de travaux. Ils comptent provoquer ainsi l'évacuation de cette position avancée au-delà du Rideau de Fer. A Washington, on est d'abord déconcerté, car on mesure qu'une réaction armée risquerait de déraper tragiquement. Le 22 juillet, Truman tranche, avec détermination : on restera à Berlin, en renforçant les liaisons par air. Et c'est l'épopée du "pont aérien" : une exceptionnelle performance technique, les avions-cargos atterrissant à 96 minutes d'intervalle, pour livrer chacun 9 tonnes de marchandises en 18 minutes ; et également une victoire morale, scellée par l'adhésion des civils berlinois, qui supportent stoïquement un rigoureux rationnement. Au bout d'un an, Staline devra reconnaître son échec et faire rouvrir l'autoroute, soi-disant réparée.

Pour l'élection présidentielle de novembre 1948, le candidat républicain Thomas Dewey, vaincu quatre ans plus tôt, se juge cette fois certain de l'emporter. En outre, le camp démocrate est affaibli par les dissidences : à l'aile gauche, les "Progressistes" dénoncent une trahison du *New Deal* ; à l'aile droite, les "Bourbons" sudistes invoquent les "droits des Etats" pour maintenir la suprématie blanche. C'est dans ce climat lugubre que la Convention se résigne à réinvestir le président sortant. Si les commentaires de presse le jugent perdu, il s'engage dans le combat avec pugnacité et il parcourt des milliers de kilomètres pour convaincre les électeurs. En attaquant durement la législature sortante, il récupère le vote ouvrier et le vote noir. Reconstituant derrière lui la coalition du *New Deal*, il arrache finalement un large avantage dans le collège électoral : 304 mandats contre 189 à Dewey et 38 au Sudiste Thurmond. Et dans l'élan, les démocrates reconquièrent la majorité au Sénat comme à la Chambre.

Cette victoire inattendue de Truman soulève une énorme surprise, d'autant plus que les premiers sondages de l'Institut Gallup avaient annoncé sa défaite assurée. Dans l'histoire des prévisions électorales, ce fiasco éclatant est resté un

exemple classique qui a été abondamment analysé et commenté. Deux facteurs semblent l'expliquer : tout d'abord, les questions étant posées par téléphone, le panel sondé ne faisait pas une part suffisante aux classes populaires ; d'autre part, un glissement d'opinion se serait produit dans les derniers jours, entre l'enquête et le scrutin. Depuis lors, ces constatations ont été prises en compte et les méthodes se sont affinées.

## **Le second mandat**

Par ce succès sur le front intérieur, Harry Truman consolide son autorité dans les relations internationales. De surcroît, il a su élargir au-delà de son camp le soutien parlementaire dont il a besoin à l'extérieur. Après Franklin Roosevelt, il est soucieux d'éviter le désaveu fatal que le Sénat avait infligé en 1919 au président Wilson, en rejetant le traité de Versailles. Pratiquant en ce domaine une "politique bipartisane", il recherche avec persévérance l'adhésion des républicains qui sont prêts à assumer les responsabilités nouvelles des Etats-Unis. Contre le sénateur Robert Taft, nostalgique de l'isolationnisme d'antan, il s'assure de l'accord de l'influent sénateur Arthur Vandenberg et de son conseiller l'avocat John Foster Dulles,

C'est ainsi une "résolution Vandenberg", votée par le Sénat en juin 1948, qui permet la conclusion formelle d'une alliance militaire occidentale. En termes soigneusement pesés, elle approuve "l'association des Etats-Unis, par les voies constitutionnelles, aux mesures régionales ou en général collectives qui sont fondées sur l'aide individuelle ou mutuelle, continue et effective, et qui affectent la sécurité nationale". Des négociations diplomatiques menées dans cet esprit aboutissent en avril 1949 au traité de Washington qui lie douze Etats dans le cadre de "la région de l'Atlantique Nord" (soit l'océan et ses rivages, étendus il est vrai à l'Italie et aux départements français d'Algérie). Les modalités de l'engagement sont définies par la formulation subtile de l'article 5 : le Sénat américain refusant l'automatisme, chaque partie, en cas d'agression extérieure, promet d'entamer "aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée". Chaque partenaire du Pacte Atlantique conserve sa liberté d'appréciation mais l'hypothèse ultime est explicitement envisagée.

En Asie cependant, l'équilibre se trouve au même moment profondément bousculé. Si les Etats-Unis contrôlent fermement l'archipel japonais et y pilotent une conversion à la démocratie qui sera durable, le vaste espace chinois est âprement disputé entre le régime nationaliste de Tchang Kai Chek, considéré comme le Quatrième Grand, et le parti communiste, dirigé par Mao Zedong, qui domine souverainement des territoires étendus. Après l'échec d'une médiation américaine, la guerre civile a balayé le pays du Nord au Sud et elle s'achève par la victoire des communistes en octobre 1949. Les nationalistes vaincus et déconsidérés se réfugient dans l'île de Taïwan. Malgré la fourniture d'armements et de subventions, les Etats-Unis n'ont pu empêcher ce désastre, qui constitue un grave échec pour le président. Surveillé par le Sénat, il se garde de reconnaître "la république populaire" de Mao et il empêche pour vingt ans son admission à l'Organisation des Nations Unies.

Le camp communiste marque un autre point quand l'U.R.S.S. fait exploser une arme atomique en août 1949. Informé par ses services d'observation, Harry Truman prend les devants et il annonce lui-même à l'opinion mondiale cette information spectaculaire. La nouvelle fait choc, d'autant plus que les dirigeants

occidentaux ne l'attendaient pas avant un long délai. Pour garder l'avantage, le président américain élève encore l'enjeu. En avril 1950, il annonce la fabrication de la bombe H "thermonucléaire", qui atteint par la fusion d'hydrogène une puissance considérablement démultipliée. Il a suivi l'avis en ce sens de l'expert Edward Teller contre celui de Robert Oppenheimer, qui conseillait de renoncer volontairement à une arme aussi terrifiante. Et, peu après, il approuve le programme NSC 68 qui, pour égaler l'effort soviétique d'armement, recommande de doubler le budget militaire.

Puis le 25 juin 1950, une guerre ouverte se déclenche dans la péninsule asiatique de Corée où les deux superpuissances ont installé des régimes clients, séparés par le 38<sup>e</sup> parallèle, puis retiré leurs troupes. Après divers incidents, l'armée du Nord communiste attaque le Sud pro-américain, développe son offensive avec des moyens supérieurs et semble devoir l'emporter rapidement. On sait aujourd'hui que l'initiative est venue du leader nordiste Kim Il Sung. Staline, le grand tuteur, a donné son accord, estimant que les Etats-Unis se résigneront au fait accompli.

Or, au contraire, Harry Truman réagit vigoureusement, plus vite même que devant le blocus de Berlin. Dès le 27 juin, il prescrit au général MacArthur, commandant en chef au Japon, de soutenir l'armée sudiste désemparée. Il parvient même, par une diplomatie habile, à faire couvrir cette intervention défensive par un mandat explicite de l'Organisation des Nations Unies. Tenu en échec dans un premier temps, MacArthur retourne ensuite la situation, par un débarquement fort risqué sur les arrières de l'invasisseur.

Mais ce grand capitaine, devenu proconsul, a hérité de l'impératif stratégique qui a toujours orienté les gouvernants de l'archipel nippon : maîtriser les menaces qui peuvent venir de la péninsule coréenne proche. Il persuade les gouvernements alliés d'entreprendre la réunification du pays divisé, en franchissant en force le 38<sup>ème</sup> parallèle. C'est là une grave erreur de calcul : car de forts détachements chinois, constitués de soi-disant "volontaires", viennent soutenir les Nord-Coréens et, mieux adaptés au rude hiver, ils contraignent les lourdes unités américaines à un repli rapide. Comme MacArthur n'est pas homme à accepter une défaite, il veut accroître la mise et il propose des opérations directes contre la Chine populaire. Le président a bien glissé incidemment une allusion à la bombe atomique qui a beaucoup inquiété les alliés européens. Mais il tente de raisonner l'impétueux général et il ne rechigne pas à traverser la moitié du Pacifique pour rencontrer ce subordonné qui se prétend trop occupé pour venir rendre compte. Sans grand succès : MacArthur bavarde inconsidérément, en proclamant : "Rien ne peut remplacer la victoire", alors qu'à Washington au contraire le général Bradley, président des chefs d'état-major, presse d'éviter "la mauvaise guerre, au mauvais endroit, au mauvais moment et contre le mauvais ennemi".

Le président se décide alors à relever de son commandement l'officier indocile. "Avec un profond regret", dit-il, il rappelle à "l'un de nos plus grands chefs militaires" ce "principe fondamental", "que les chefs militaires doivent se conformer à la politique et aux directives qui leur sont formulées de la manière prévue par nos lois et nos Constitutions". Décision très courageuse, car si MacArthur se soumet en grommelant, il est acclamé à son retour au pays comme un triomphateur, dans la rue comme au Congrès. Mais Truman, politicien chevronné, a justement calculé que la fièvre populaire retomberait vite. Sur le plan stratégique, son coup d'arrêt permet

l'ouverture de négociations avec l'adversaire (qui s'étireront en longueur). Et parallèlement, un traité avec le Japon met fin au statut d'occupation, tout en le doublant d'un accord de sécurité privilégié.

Cette confrontation chronique à l'extérieur engendre sur le plan intérieur une suspicion méfiante. Les insuccès choquant la fierté nationale, l'opposition les reproche au pouvoir en place. Et les dénonciations répétées du sénateur McCarthy rencontrent pendant quelques années un large écho : "la perte de la Chine", la fin du monopole nucléaire, les déceptions en Corée seraient dues à la trahison d'agents communistes infiltrés. La cote du président tombe très bas et le candidat démocrate, le brillant gouverneur Adlai Stevenson, marque ses distances à son égard. Harry Truman vivra encore deux décennies, jusqu'à l'âge de quatre-vingt huit ans, observant de sa retraite la conjoncture politique, rassemblant ses archives dans une *Presidential Library* et retrouvant finalement dans l'opinion quelque popularité.

Dans la galerie des présidents démocrates, l'image de Harry Truman souffre certes de s'insérer entre celle de Franklin Roosevelt, figure de proue dans l'histoire mondiale, et celle de John Kennedy, héros des médias, ferme et lucide face aux fusées de Cuba. Pourtant, cet homme de bonne volonté n'a pas été inférieur à la tâche immense qui s'est abattue sur ses épaules inopinément et qu'il a assumée pendant huit années avec conscience. Dans la jungle de Washington, il a vécu bien des moments laborieux, mais il a su gagner une réélection très compromise. A l'extérieur, ce dirigeant qu'on pouvait juger un politicien d'envergure toute locale a dû s'affronter à des responsabilités mondiales. Or il a osé prendre plusieurs décisions difficiles : il a ordonné successivement l'emploi de la bombe atomique, le pont aérien vers Berlin, une réaction contrôlée en Corée. A cette aune des risques suprêmes, il s'est révélé comme un homme d'Etat pleinement capable, maniant avec maîtrise la puissance américaine dans le jeu nouveau de l'après-guerre.